

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6219>



**Enseignant.e.s en
Seine-Saint-Denis, nos
inquiétudes face à « l'esprit
Charlie »**

Politis pour comprendre - Analyses, opinions & débats -
L'hebdo indépendant et engagé Date de mise en ligne : samedi 17 février 2018

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par Sonia Taleb et Ramzi Kebaili, enseignant.es en Seine Saint-Denis.

Sonia Taleb et Ramzi Kebaili mettent en garde dans cette tribune contre ce qui se constitue en véritable « combat » intérieur contre toute une partie de la population, enfants compris.

Paru dans Politis, le 12 janvier 2018.

D'après [un sondage de l'Ifop](#), de plus en plus de Français.es, toutes classes et catégories confondues déclarent ne pas se sentir « Charlie », et nous serions mêmes majoritaires dans notre tranche d'âge 25-34 ans. Mais la parole ne nous est jamais donnée pour expliquer sereinement notre position.

Aujourd'hui, c'est moins pour revendiquer publiquement notre opposition à « l'esprit Charlie » que pour partager nos craintes d'enseignant.e.s que nous souhaitons nous exprimer.

Au début des années 2000, bien avant l'odieux attentat de janvier 2015, nous étions déjà en opposition politique avec la ligne éditoriale de Charlie Hebdo. Non pas que nous ayons un quelconque problème avec le fait de caricaturer et de moquer les religions mais nous estimions, et nous estimons toujours, que les caricatures liées à l'« islam » étaient souvent mises au service d'un projet géopolitique visant à justifier des guerres impérialistes contre des pays arabo-musulmans. Les plus emblématiques furent menées par le président néoconservateur George W. Bush contre l'Afghanistan en 2001 et l'Irak en 2003 ou par son allié israélien contre la Palestine, toutes soutenues par Philippe Val dans ses éditoriaux d'alors. Ainsi, même si les opinions étaient diverses au sein de la rédaction, la ligne éditoriale de Charlie Hebdo sous Philippe Val, qui persista malheureusement après lui, en faisait moins selon nous un journal « satirique » que politiquement situé dans le camp néoconservateur. Nous fûmes néanmoins profondément choqués par l'odieux attentat de 2015 : la liberté d'expression est un droit qui doit s'appliquer y compris et surtout lorsqu'on est en désaccord avec le propos défendu. Raison pour laquelle, à la suite des attentats, nous pensions préférable de taire nos critiques politiques à l'égard de Charlie Hebdo.

« L'esprit Charlie », qui devint le temps d'un jour « esprit du 11 janvier », prit pourtant une tournure de plus en plus inquiétante. Nos dirigeants politiques (et notamment le Premier ministre de l'époque, Manuel Valls) ne tardèrent pas à instrumentaliser le drame des attentats pour restreindre drastiquement la liberté d'expression puis, quelques mois plus tard, les libertés publiques avec l'instauration de l'état d'urgence. Comme l'explique Élisabeth Badinter, aujourd'hui tout le monde « doit » être Charlie, toute pensée discordante étant suspecte a priori. Sommes-nous visés, comme 39 % des Français ?

Probablement. Mais, en tant qu'enseignant.e.s, nous ne pouvons ignorer que les principales cibles de cette campagne d'injonction autoritaire restent nos propres élèves.

Une parole bénéfique n'est pas une parole forcée

En effet, dès janvier 2015, le ministère de l'Éducation nationale nous a pour ainsi dire ordonné d'organiser des discussions avec nos élèves au sujet de l'attentat. Une telle entreprise pouvait paraître psychologiquement

hasardeuse : une parole bénéfique n'est pas une parole forcée, a fortiori quand on a face à soi des enfants ou des adolescents. Nous avons pourtant mené à bien ces discussions. En laissant les élèves exprimer ce qu'ils avaient compris des attentats et ce qu'ils souhaitaient confier de leurs peurs. En les laissant également dire ce que leur inspirait « Charlie Hebdo ». Une fois les paroles librement exprimées, nous avons joué notre rôle en expliquant qu'aucun désaccord ne pouvait justifier un meurtre. Les élèves, dans leur pluralité, ceux qui exprimaient un point de vue critique sur les opinions politiques de Charlie Hebdo ou qui ne connaissaient pas ce journal, les quelques-uns qui estimaient que certains propos devraient être condamnés par la justice ou les rares qui appréciaient le journal, tous ces élèves se rejoignaient sur ce constat : rien ne justifiait l'action des assassins ayant ensanglanté la rédaction de Charlie Hebdo. Les discussions s'étaient - et se sont depuis trois ans - très bien déroulées.

Quelle ne fut pas notre surprise de voir très vite les médias évoquer des « centaines » d' « incidents » qui auraient été dénoncés à leur hiérarchie par des enseignants, en braquant au fil des mois les projecteurs sur notre département.

Les paroles d'élèves qui n'épousaient pas la ligne idéologique de Charlie Hebdo étaient-elles traitées comme justifiant, d'une manière ou d'une autre, les attentats ? Des élèves avaient-ils été renvoyés à leur appartenance religieuse réelle ou supposée dès lors qu'ils semblaient exprimer une opposition parfois bancale - une opposition d'enfants ! - au contenu d'un journal ? Quelques semaines après les attentats, nous apprenions que des écoliers avaient été traînés au commissariat pour « apologie du terrorisme », sur délation de leur établissement scolaire.

Nous ne contestons pas que des enseignants aient pu rencontrer des difficultés avec leurs élèves. Encore faudrait-il savoir comment s'est déroulé leur cours. Si quelques-uns ont engagé leurs élèves à « être Charlie » en éludant les interrogations légitimes sur la signification confuse d'une telle formule, voire en coupant court à toute parole critique sur le positionnement idéologique du journal, ne peut-on pas considérer que les difficultés viennent du fait d'avoir rompu une neutralité qu'en tant qu'enseignants, nous nous devons de respecter ? On se demande ce qu'ont pu vivre et ressentir les élèves de cette enseignante s'exprimant régulièrement dans les médias, qui [proclamait il y a un an](#) « Soyez Charlie ou quittez la France ».

Dérive belliciste

Loin de nous l'idée de généraliser, simplement nous savons que, depuis des années, une poignée d'acteurs du système éducatif et de relais institutionnels mal intentionnés n'ont de cesse de dresser un portrait monstrueux des jeunes « de banlieue », « arabes » ou « musulmans » qui seraient soumis à des pulsions « ethno-culturelles » antisémites, sexistes et homophobes. Ces clichés sont notamment véhiculés par l'ouvrage très controversé *Les Territoires perdus de la République* paru en 2002 [\[1\]](#), préfacé et dirigé Georges Bensoussan qui n'a pas hésité [à affirmer publiquement](#) que « dans les familles arabes, en France, et tout le monde le sait mais personne ne veut le dire, l'antisémitisme, on le tète avec le lait de la mère ». Peut-on imaginer le traumatisme subi par des enfants régulièrement confrontés à des propos racistes du même acabit [\[2\]](#) tenus à leur sujet ?

« L'esprit Charlie » semble ainsi constituer un véritable « combat » intérieur contre toute une partie de la population, enfants compris. Si l'on peut certes se contenter de ne pas lire les éditoriaux de plus en plus délirants de Riss - accusant par exemple les femmes portant le voile ou les boulangers musulmans de soutenir le terrorisme - on ne peut en revanche ignorer que des personnalités politiques ou intellectuelles reprennent publiquement ce type de discours effrayants.

Cette dérive belliciste s'est une nouvelle fois illustrée lors du meeting politique « Toujours Charlie : de la mémoire au combat » organisé samedi 6 janvier en présence de figures politiques, associatives et de journalistes, lors duquel

notre département et ses habitants ont été une fois de plus pointés du doigt. Aucune parole contradictoire n'a pu s'exprimer face à ces défenseurs autoproclamés de la « liberté d'expression ». La propagande déversée par le Printemps républicain et ses alliés, qui partagent un même déni de l'islamophobie, a plusieurs fois fustigé les élèves et les étudiants de la République en instrumentalisant ad nauseam la laïcité et les « valeurs de la République », dont la transmission semblait se résumer à un slogan, bien éloigné de tout esprit républicain : on « DOIT être Charlie ».

Or l'une des associations organisatrices de ce meeting, la Licra, est liée par un partenariat au ministère de l'Éducation nationale et mène, à ce titre, des actions auprès des élèves et des enseignants sur la prévention du racisme, sur la laïcité ou encore sur l'exercice de la citoyenneté. Cette association, qui se complaît manifestement dans son rôle de pompier pyromane, peut-elle décevantement jouer ce rôle au sein de l'école de la République, auprès de nos élèves ? Une telle situation devient décidément de plus en plus préoccupante pour nos enfants.

[1] Cet ouvrage a d'ailleurs fait l'objet d'un documentaire opportunément sorti après les attentats contre Charlie Hebdo, dont on peut trouver une analyse critique [ici](#).

[2] Par exemple Caroline Fourest évoqua sur un plateau de télévision « les familles musulmanes [qui] demandent à ce qu'on n'enseigne pas la Shoah » en citant comme source... l'ouvrage de Bensoussan.